

IDA

Opter pour une
approche
communautaire
du développement



La présente brochure est publiée par la vice-présidence de la Banque mondiale pour la Politique opérationnelle et les Services aux pays, en collaboration avec le Groupe de solutions mondiales pour le développement de proximité du Pôle mondial d'expertise en Développement social, urbain et rural, et résilience.

1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433

WorldBank.org/IDA
Facebook.com/IDA.wbg
Twitter.com/WBG_Fin4Dev
YouTube.com/WorldBank

Octobre 2016

Photos :

Couverture : Simone D. McCourtie/Banque mondiale – Débat communautaire sur l’approvisionnement en eau et l’assainissement à Kaski, Népal.

p. 5 : Simone D. McCourtie/Banque mondiale – Point d’eau à Kaski, Népal.

p. 6 : Banque mondiale – Écoliers au Nigéria.

p. 6 : Dominic Chavez/Banque mondiale – Bénéficiaire du programme PRODEPUR-Habitat en Haïti.

p. 7 : Gennadiy Ratushenko/Banque mondiale – Plantation de grenadiers au Tadjikistan.

p. 10 : Imal Hashemi/Taimani Films/Banque mondiale – Projet de solidarité nationale en Afghanistan.

p. 11 : Imal Hashemi/Taimani Films/Banque mondiale – Projet de solidarité nationale en Afghanistan.

p. 12 : Dominic Chavez/Banque mondiale – Quartier Delmas 32 où vivent de nombreux bénéficiaires du programme PRODEPUR-Habitat en Haïti.

p. 15 : Dominic Chavez/Banque mondiale – Écolier en RDP lao.

p. 16 : Dominic Sansoni/Banque mondiale – Homme collectant de l’eau potable dans un puits communautaire au Sri Lanka. Quatrième de couverture, Dominic Sansoni/Banque mondiale — Garçons assis sur un réservoir d’eau communautaire au Sri Lanka.

Opter pour une approche communautaire du développement

La pauvreté n'est pas uniquement une question de niveau de revenu, elle touche également à la vulnérabilité, l'exclusion, le manque d'obligation pour les institutions de rendre des comptes, l'impuissance et les risques de violence encourus par les pauvres, entre autres. Pour les pays admissibles aux ressources de l'IDA, le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, une croissance largement partagée, le renforcement des capacités et la protection des groupes vulnérables sont des objectifs communs de développement. L'IDA s'est solidement implantée dans les secteurs sociaux, lançant de nouvelles approches pour mieux gérer des problèmes institutionnels complexes, tels que les insuffisances de la gestion du secteur public et les carences du développement institutionnel.

OBSTACLES

Si les pays IDA ont enregistré des progrès significatifs durant la dernière décennie, une bonne partie de leur croissance s'est toutefois accompagnée d'un accroissement des inégalités et des disparités, ainsi que de retards dans certaines régions et de retombées négatives pour différents groupes de population au sein des pays.

Environ 700 millions de personnes, dont 500 millions dans des pays IDA, vivent toujours dans une situation d'extrême pauvreté à travers le monde. L'accès aux infrastructures et aux services de base demeure un problème persistant – au plan mondial, 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, 2,4 autres milliards n'ont pas accès aux réseaux d'assainissement et 660 millions d'individus vivent sans eau potable.

La faiblesse de la gouvernance est l'un des principaux obstacles au développement dans les pays IDA. Il est difficile de briser la corrélation entre la médiocrité de la gouvernance et la persistance de la pauvreté – la mise en place et la gestion d'institutions publiques efficaces restant un défi à long terme pour les gouvernements. Des institutions publiques locales fragiles et une mauvaise gouvernance des ressources affectées au développement sont notamment des facteurs qui contribuent pour beaucoup à l'absence d'accès à des infrastructures et des services de base pour les pauvres ou à l'iniquité de cet accès. La complexité de ce problème est aggravée par la volatilité du contexte dans lequel se trouvent de nombreux pays IDA (en particulier les pays fragiles ou touchés par un conflit) où la sécurité humaine, la

cohésion sociale, la stabilité politique et l'activité économique peuvent s'avérer incertaines et instables.

Sur les 77 pays admissibles aux ressources de l'IDA, 28 sont considérés comme des pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC).

Ces pays connaissent les problèmes de développement les plus graves dans le monde aujourd'hui. Le niveau de pauvreté y est généralement élevé et le bien-être limité en raison des situations de fragilité et de conflit. La stabilité et la cohésion sociale nécessaires au développement font fréquemment défaut. De plus, ces pays manquent souvent d'institutions solides et légitimes pour lutter contre la pauvreté et gérer les conflits. Des conflits violents sont plus susceptibles de réapparaître dans de telles régions, ce qui appauvrit davantage les populations, amoindrit la cohésion sociale et fragilise plus encore les institutions. Il peut en résulter un cercle vicieux de précarité et d'insécurité qu'il est difficile d'enrayer ou de modifier.

APPROCHE CDD

Le développement de proximité (CDD) est une approche de développement local qui confère aux groupes communautaires (y compris les collectivités locales) le contrôle sur les décisions de planification et les ressources d'investissement. Il s'agit d'un instrument puissant et efficace pour autonomiser les communautés et fournir des services à des populations autrement mal desservies.

Le CDD est unique, car il se distingue des approches traditionnelles de développement qui sont axées sur le renforcement des capacités des administrations centrales. Les programmes de CDD reposent sur les principes de transparence, de participation, d'autonomisation locale, d'impulsion par la demande, de responsabilité descendante accrue et de renforcement des capacités locales. L'autonomisation des décideurs locaux et la maîtrise des ressources par les groupes communautaires ont permis d'accroître l'efficacité des services de base et, à long terme, de réduire la pauvreté, en particulier parmi les populations et les communautés les plus pauvres.

Aide financière,
hommes et femmes pauvres

L'expérience a montré qu'avec des règles claires et transparentes, un accès à l'information, des capacités appropriées et un soutien financier, les hommes et les femmes pauvres peuvent s'organiser efficacement pour identifier les priorités communautaires et s'attaquer aux problèmes locaux. Pour ce faire, ils doivent travailler en partenariat avec les pouvoirs publics locaux et d'autres institutions de soutien. La Banque mondiale a soutenu des programmes de CDD dans les pays IDA pour aider à répondre à différents besoins urgents, notamment l'approvisionnement en eau et

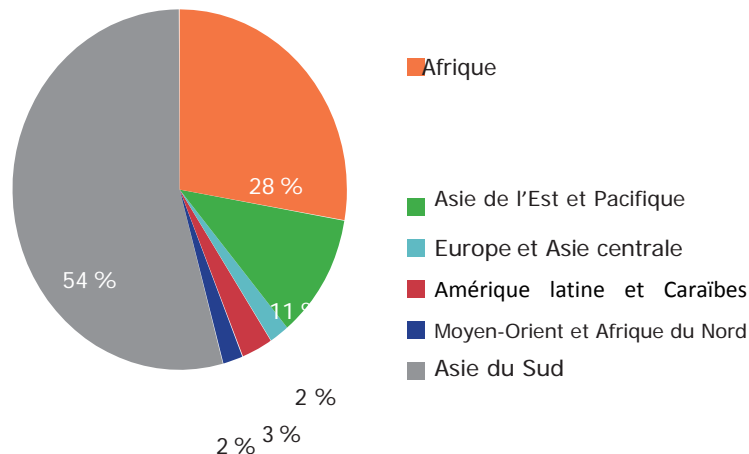
l'assainissement, la construction d'écoles et de postes de santé, les programmes de nutrition ciblant les mères et les nourrissons, les routes d'accès en milieu rural et le soutien aux microentreprises. En raison de sa rapidité de mise en œuvre, de sa flexibilité et de son efficacité dans le rétablissement des services de base, le CDD s'avère utile face aux situations de fragilité et de conflit, et après les catastrophes. Dans les PFC, l'approche CDD a aussi aidé à reconstituer le capital social et rétablir la confiance tant au sein des communautés qu'entre les communautés et les pouvoirs publics.

PORTEFEUILLE DE PROJETS ACTIFS DE CDD FINANCÉS PAR L'IDA

Le portefeuille de projets de CDD de la Banque mondiale financés par l'IDA est important. En août 2016, on dénombrait **100 projets actifs** dans **45 pays IDA** pour un montant total d'environ **10,2 milliards de dollars** consacrés au CDD. Les régions Asie du Sud et Afrique bénéficient de la part la plus importante de ces projets (33 projets d'un montant de 5,5 milliards de dollars et 34 projets totalisant 2,8 milliards de dollars, respectivement). L'Inde détient le portefeuille de projets le plus important pour un seul pays, avec 18 projets d'un montant de 3,7 milliards de dollars.

Projets actifs de CDD par région

*Part des engagements de l'IDA pour les projets de CDD



Trente-deux projets de CDD actifs totalisant 2,2 milliards de dollars contribuent à appuyer des pays en situation de fragilité ou de conflit. La Région Afrique bénéficie de la part la plus importante des opérations avec 15 projets pour un montant total de 1,2 milliard de dollars, devant la Région Asie de l'Est et Pacifique avec, notamment, un projet national de CDD au Myanmar d'un montant de 480 millions de dollars.

RÉSULTATS

De nombreux programmes de CDD qui ont débuté comme de petites opérations indépendantes se sont progressivement développés pour avoir une couverture nationale complète et ont été reliés aux stratégies officielles de décentralisation des administrations. Ces projets ont généré des résultats positifs par rapport à un éventail d'indicateurs, dont notamment le bien-être économique

(revenu et consommation) et l'accès aux services. En outre, dans les pays sortant d'un conflit, les projets de CDD se sont révélés efficaces pour la prestation rapide de services et pour l'apport d'un soutien ciblé à la création d'emplois à court terme.

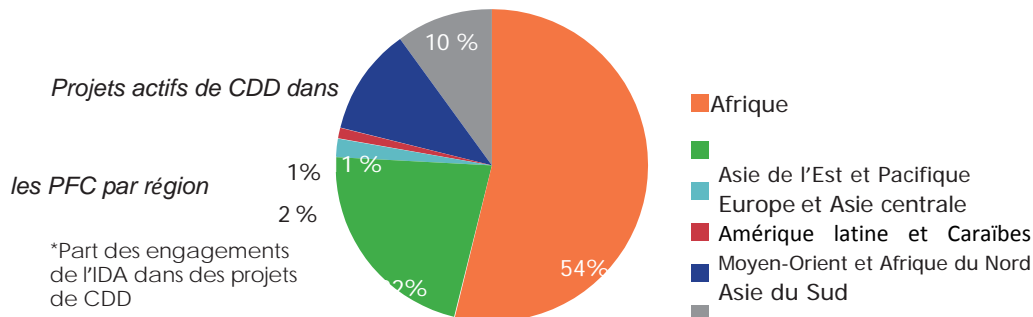
Il ressort d'un examen de 17 études d'impact portant sur des projets entrepris par la Banque mondiale que dans la majorité des cas, le développement de proximité a contribué à améliorer le niveau de vie et le bien-être des ménages. Les résultats évalués dans des projets concernaient la pauvreté monétaire, l'efficacité accrue du ciblage de la pauvreté et l'amélioration de l'accès aux services, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'eau potable. Un examen distinct des projets de CDD en Asie de l'Est a montré des effets positifs sur le revenu des communautés participantes. L'évaluation

de plusieurs projets de CDD à travers le monde indique que l'investissement dans les sous-projets d'infrastructure est de qualité égale ou supérieure à celui consenti aux projets administrés par les collectivités locales ou les organismes sectoriels, et souvent à des coûts unitaires moindres. Une évaluation du Groupe indépendant d'évaluation (IEG) de la Banque mondiale mentionne également une forte augmentation de la scolarisation des filles dans de nombreux PFC, ce en raison de la prise en compte systématique des questions de genre dans les volets santé et éducation des projets de CDD.

Exemples de résultats de projets de CDD achevés financés par l'IDA

Entre 2010 et 2015, la Banque mondiale a mené à terme 90 projets de CDD financés par l'IDA. Des financements de l'IDA totalisant environ 7,6 milliards de dollars ont permis de mobiliser quelque 39,7 milliards de dollars par le biais d'opérations de la Banque mondiale. Les projets en question couvraient 51 pays dans les six régions de la Banque. La Région Afrique a bénéficié de la part de projets la plus importante, devançant les régions Asie du Sud et Asie de l'Est/Pacifique.

Plus de 164 000 sous-projets rattachés à ces projets de CDD ont permis de toucher

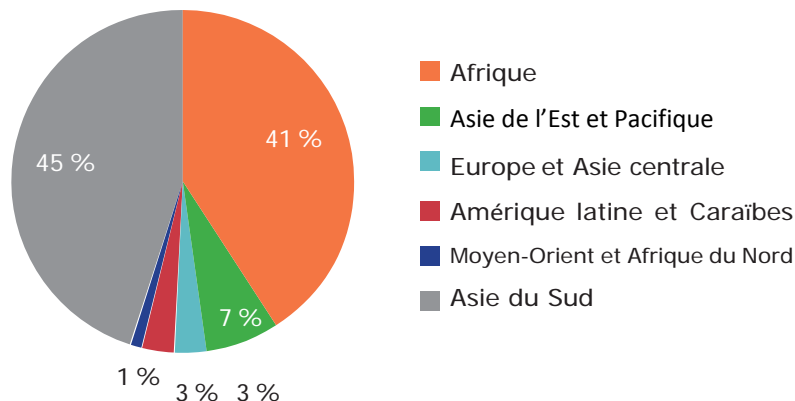


176 millions de bénéficiaires environ. Les trois principaux domaines sectoriels couverts par ces sous-projets ont trait à la génération de revenus, la création d'emplois, l'eau et l'assainissement, et l'éducation.

Concernant la génération de revenus, les projets de CDD ont soutenu le développement et la réhabilitation d'infrastructures économiques essentielles (routes, installations de stockage, etc.) et le financement de formations, des dotations subsidiaires et d'autres soutiens pour l'analyse de la chaîne de valeur, le conseil aux petites entreprises et la construction de centres de formation et d'écoles professionnelles, entre autres.

Décaissements pour des projets de CDD financés par l'IDA, par région (en millions de dollars)

*Analyse de 90 projets clos entre 2010 et 2015

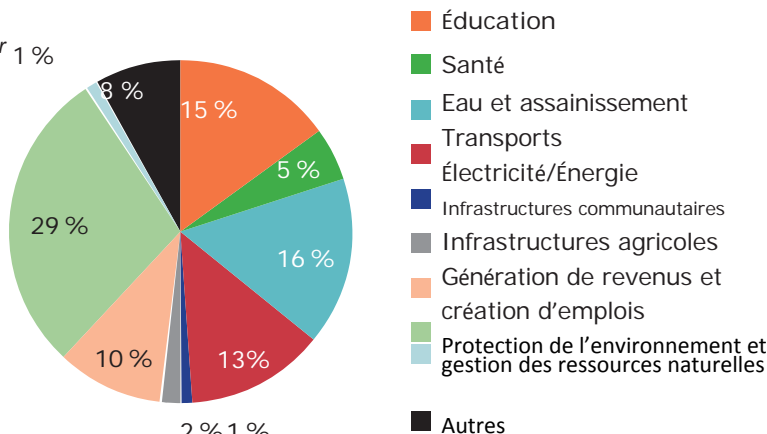


Concernant l'eau et l'assainissement, les projets de CDD ont permis de construire ou de réhabiliter des unités d'approvisionnement en eau potable pour la consommation courante, ainsi que des latrines et d'autres infrastructures d'assainissement pour les communautés. Ces activités ont contribué à améliorer l'accès à l'eau potable et à réduire le temps consacré par les ménages à la collecte de l'eau.

Au Bénin, le Projet national d'appui au CDD a permis à 38 000 personnes (dont 77 % de femmes) d'avoir accès à des services de microfinance. Lorsque les projets de CDD ciblent des zones de pauvreté, ils donnent la preuve de leur efficacité en tant qu'outils de lutte contre la pauvreté. Dans des communautés ayant participé au Projet de gestion communautaire de l'agriculture et des bassins hydrographiques au Tadjikistan, le pourcentage de personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté a par exemple augmenté de 3 à 30 %.

Domaines couverts par des sous-projets de CDD

*Analyse de 109 755 sous-projets rattachés à 90 projets clos entre 2010 et 2015, qui proposent des descriptions claires des informations par secteur/sous-secteur/domaine dans les rapports d'achèvement de la mise en œuvre.



La fourniture de latrines publiques a contribué à l'amélioration des conditions d'hygiène et sanitaires des pauvres du milieu rural. Au Sri Lanka, dans le cadre d'un deuxième Projet communautaire de développement et d'amélioration des moyens de subsistance, les populations ont exécuté 463 projets communautaires d'approvisionnement en eau. Ceux-ci ont permis de réaliser une économie de temps dans la collecte de l'eau, d'améliorer la santé, de rehausser le niveau d'assainissement au sein des communautés et de libérer du temps pour des activités génératrices de revenus. Au Népal, le deuxième Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural a fourni à plus de 1,1 million de personnes un meilleur accès à l'eau dans des zones rurales. Celles-ci peuvent désormais collecter de l'eau à une distance à pied de 15 minutes aller/retour par rapport à leur lieu de résidence.

Concernant l'éducation, les projets de CDD ont essentiellement soutenu la construction et la rénovation d'établissements scolaires, notamment des salles de classe, des bibliothèques et des logements de personnel, fournissant en outre des équipements scolaires, de l'école maternelle au collège communal. Les efforts ainsi déployés ont contribué à accroître les taux de scolarisation et de fréquentation, à améliorer l'apprentissage, notamment chez les filles. Une évaluation de l'impact du Projet de développement social et communautaire au Nigéria et du Projet de soutien aux collectivités locales en Tanzanie, par exemple, a mis en évidence la



contribution des projets à l'augmentation de la scolarisation et de la fréquentation des écoles.

Concernant l'agriculture, les projets de CDD ont aidé à renforcer les infrastructures agricoles, comme l'irrigation, les marchés et le stockage communautaire et les abattoirs, etc. Les communautés ont réhabilité leurs systèmes d'irrigation grâce à des sous-projets

de CDD, ce qui s'est traduit par une amélioration du rendement des cultures dans les pays clients. Un rapport sur le Projet de développement social et communautaire au Burundi a révélé que les vendeurs avaient l'habitude d'étaler leurs produits sur de petites tables en bois et des tapis posés à même le sol. Cependant, le nouveau marché rural, dont le sol est en ciment et la toiture de tôle protège des éléments, a connu une augmentation du nombre de vendeurs les jours de marché.

Concernant la santé, les projets de CDD ont contribué à faire reculer la malnutrition et à améliorer les soins de santé maternelle et infantile. Des dispensaires et des centres de santé, y compris des maternités, ont été construits dans le cadre des sous-projets, entraînant une fréquentation accrue des établissements de santé primaire. En Bolivie, le pourcentage de femmes bénéficiant de soins prénatals et le pourcentage d'accouchements assistés ont fortement augmenté. Grâce au Projet de proximité exécuté en Gambie,

109 640 foyers ont bénéficié d'interventions sanitaires. Selon les observations, un centre de santé où les patients ne recevaient de soins qu'une fois par semaine a commencé à accueillir 200 à 250 patients par jour en moyenne. Cette intervention a contribué à améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier pour les femmes enceintes et les enfants.



Concernant les transports, les sous-projets ciblant les infrastructures publiques, comme les routes, les ponts et les gares routières, ont contribué à améliorer l'accès des bénéficiaires aux services/infrastructures socioéconomiques de base, tels que les marchés, les écoles et les établissements de santé. Cela a contribué à réduire le temps et les coûts de déplacement. Une récente évaluation de l'impact du projet de CDD exécuté au Laos (Fonds pour la réduction de la pauvreté) a révélé une diminution de 25 à 50 % (selon la saison) du temps de déplacement entre les populations

bénéficiaires et le village voisin le plus proche. Une étude sur l'impact des sous-projets communautaires rattachés au Projet communautaire et de développement social du Burundi a montré que la distance moyenne à parcourir pour accéder à des centres de santé et à des écoles primaires avait été réduite à moins de 5 km, contre 5 à 10 km auparavant. Les projets de transport se sont aussi traduits par un moindre isolement des zones de production agricole et une augmentation du volume de produits agricoles acheminés vers les marchés par les agriculteurs.

Tout en soutenant des sous-projets visant à fournir aux populations les plus pauvres l'accès à des infrastructures et des services de base, les projets de CDD ont cherché à autonomiser les communautés et à renforcer la participation des populations locales, les processus décisionnels et le contrôle des ressources. Les projets ont intégré des composantes de renforcement des capacités afin d'améliorer les capacités des équipes de facilitation des projets et des groupes communautaires locaux à gérer efficacement les ressources en tant que communauté. Ils ont pris en compte des compétences comme la passation de marchés, l'établissement de rapports et le développement économique.

Facteurs contribuant aux effets positifs

Les facteurs contribuant aux effets positifs des projets de CDD sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès aux services incluent notamment :

- Des ressources ciblant stratégiquement des zones pauvres au moyen de cartes de la pauvreté, de données statistiques

nationales les plus récentes et d'autres sources approuvées par les principales parties prenantes.

- La mise en place d'un modèle de fourniture de services plus participatif et plus inclusif, permettant aux populations d'identifier leurs propres besoins de développement ainsi que leurs membres les plus pauvres.



- La prestation de services de qualité, une bonne facilitation de l'accès et l'assistance technique voulue.
- Le renforcement des capacités des communautés à participer à ces processus participatifs et à gérer directement les ressources affectées au développement.
- La transparence dans la sélection des communautés et des sous-projets, et dans l'obligation de rendre des comptes sur l'utilisation des ressources du projet à l'échelon communautaire.
- L'octroi de dotations globales en volume suffisant et étalées sur plusieurs années aux fins d'activités économiquement productives.
- La prise en compte systématique de la flexibilité dans la conception et la mise en œuvre des projets pour une meilleure adaptation aux enseignements et aux informations générés au fur et à mesure du déploiement des projets.

Des analyses ciblées, l'assistance technique aux programmes phares de CDD dans le monde, l'aide à l'assurance de la qualité par l'échange d'informations et de connaissances et la valorisation des compétences du personnel, tels sont les moyens par lesquels la Banque mondiale soutient activement l'approche CDD à mesure qu'elle se développe et se répand dans le monde. Autrement dit, ce sont autant de moyens d'avoir une incidence plus forte sur la pauvreté, l'autonomisation et l'amélioration de la fourniture des services de base dans les pays clients.

ÉTUDE DE CAS - PROJET I

Développement communautaire solidaire en milieu rural en Afghanistan

Programme de solidarité nationale (PSN) : 2003 –

OBSTACLES

L'Afghanistan a enregistré des progrès politiques, économiques et sociaux significatifs à la suite de la chute du Gouvernement Taliban en 2001. Le pays a organisé cinq élections nationales et mis en place une société beaucoup plus ouverte et inclusive, notamment pour les femmes. Bien que volatile, la croissance économique a avoisiné 9,4 % par an entre 2003 et 2012, ce qui a permis de faire remonter le PIB par habitant de 186 dollars en 2002 à 688 dollars en 2012. Les principaux indicateurs sociaux se sont aussi améliorés. Le taux net de fréquentation de l'école primaire a augmenté, passant de 37 à 57 % entre 2007 et 2011, et, s'agissant des filles, a progressé de 29 à 48 % durant la même période. La couverture en soins de

santé primaire s'est multipliée par plus de huit, passant de 8 à 68 % entre 2001 et 2008. L'accès à d'autres services a aussi été nettement amélioré. L'accès à l'électricité s'est multiplié par trois entre 2005 et 2011, contre une hausse de 27 à 46 % pour l'accès à l'eau potable entre 2007 et 2011. Par ailleurs, la durée des trajets entre les principales villes, comme Kabul, Kandahar et Herat, a été réduite au quart de ce qu'elle était auparavant.

De graves menaces contre la sécurité freinent considérablement la poursuite des progrès socioéconomiques. Malgré les acquis des dernières années, l'Afghanistan demeure l'un des pays les moins développés du monde. Le taux de pauvreté s'élève à 39,1 % pour 2013-2014 et l'on observe des signes d'inégalités croissantes. La très grande majorité de la population (70 % environ) vit dans des zones rurales où le taux de pauvreté est encore plus élevé, le niveau d'alphabétisation plus faible et les services de base plus rares. Les problèmes auxquels la population rurale afghane est confrontée sont aggravés par le fait qu'il n'existe pas encore d'institutions publiques (telles que définies par la constitution du pays) à un niveau administratif inférieur à celui de la province, ce qui rend d'autant plus difficile la fourniture de la plupart des services de base.

En ce qui concerne les aménagements et les services locaux, la nécessité pour les pouvoirs publics afghans d'adopter et de mettre en œuvre une approche de développement pluridimensionnelle et mieux coordonnée avec le soutien de la communauté internationale des donateurs demeure considérable. Cette approche doit inclure des composantes d'amélioration de la gouvernance locale et de promotion d'activités de reconstruction et de réhabilitation qui font cruellement défaut.

APPROCHE

Le Programme de solidarité nationale (PSN), qui en est à sa troisième phase depuis son lancement en 2003, est l'un des programmes prioritaires phares d'envergure nationale du Gouvernement afghan. L'approche de développement de proximité est celle adoptée par le PSN pour s'attaquer aux problèmes de gouvernance à l'échelon local et promouvoir la fourniture de services de base. Globalement, les engagements de l'IDA en faveur des trois phases du PSN représentent 398 millions de dollars, et le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan administré par la Banque mondiale a parallèlement fourni plus de 1,6 milliard de dollars.

Le PSN a pour objectif d'établir, de renforcer et de **maintenir un Conseil de développement communautaire (CDC)** en tant qu'institution efficace de gouvernance et de développement socioéconomique au niveau local. Les conseils ont reçu pour mission d'identifier, de planifier, de gérer et de suivre les projets de développement de leurs communautés respectives, ce qui a suscité un sentiment d'appropriation et d'autonomisation.

Un CDC peut être constitué avec une proportion d'environ 50 % de femmes dans toute communauté comptant 20 foyers au minimum. Les populations élisent les membres du CDC par vote à bulletin secret. Un CDC se compose de 12 à 30 membres qui siègent pour un mandat dont la durée est déterminée par le ministère de la Réhabilitation et du Développement en Milieu rural, l'agence d'exécution du PSN. À l'issue de leur mandat, ils sont remplacés par de nouveaux membres élus lors d'un nouveau vote libre et à bulletin secret.

RÉSULTATS

Depuis 2003, le PSN a réussi à mettre en place des CDC dans plus de 35 000 communautés et soutenu par la suite une série d'élections de membres de CDC dans plus de 11 500 de ces communautés.

Globalement, sur l'ensemble des phases du PSN mises en œuvre à ce jour, les CDC ont reçu quelque 1,6 milliard de dollars de dotations globales communautaires destinées à financer plus de 89 600 sous-projets, dont plus de 79 000 ont été achevés. Les sous-projets incluent des investissements dans les transports (30 %), l'approvisionnement en eau et l'assainissement (25 %), l'irrigation (26 %), l'énergie (5 %) et d'autres programmes d'infrastructures de petite taille (14 %). Ces activités ont généré plus de 52 millions de journées de travail rémunéré à des travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Établis dans 85 % des villages d'Afghanistan, les CDC ont prouvé l'excellence de leur capacité de mise en œuvre de projets de développement avec la participation des communautés locales. « Les CDC sont composés de membres venant de toutes les composantes de la population, de sorte qu'ils sont les mieux à même de savoir ce dont cette population a besoin », déclare Sher Shah Shahid, 41 ans, ancien directeur du PSN dans la province de Balkh. « Aucune autre structure ne peut identifier et hiérarchiser aussi efficacement que les CDC les problèmes à l'échelon des villages. Ils savent mieux comment exécuter des projets pour que l'impact recherché touche le plus grand nombre d'habitants ».

Dans la petite localité de Kod-e Barq dans la province de Balkh, un canal de 963 mètres de long a été construit le long de la route. Bien qu'il n'y ait pas de grands champs dans cette zone, les habitants peuvent faire pousser des légumes dans leur petit jardin individuel – grâce à l'eau venant du canal. Le PSN a financé la reconstruction du canal à concurrence de trois millions d'afghanis et les habitants des villages de Tokhta et de Kod-e Barq ont fourni 300 000 afghanis. Selon Homayon Ajam, responsable provincial du PSN, 938 familles profitent du canal.

Mohammad Anwar, un habitant de Kod-e Barq âgé de 57 ans, est heureux que le canal ait été reconstruit. « Auparavant, lorsque le canal n'était pas encore pavé, l'eau était pour l'essentiel absorbée par le sol au lieu de couler dans les ruisseaux adjacents », déclare Anwar. « De plus, il fallait compter deux à trois heures de temps pour que l'eau arrive dans le quartier. Maintenant que le canal est pavé, nous pouvons rapidement recevoir de l'eau dans un délai de 20 à 30 minutes. L'eau acheminée par le canal a déjà irrigué toute la végétation ici ».

Le canal a non seulement fait renaître la végétation qui environne le quartier, mais il a aussi redonné vie à des terres arables. Des champs qui n'étaient plus cultivés du fait du manque d'eau servent maintenant à faire pousser du blé pour Kod-e Barq. Les habitants sont heureux de voir leurs terres produire à nouveau des cultures, un changement qui a eu un impact positif sur l'économie locale.

Le PSN a aussi joué un rôle efficace dans le renforcement des capacités et l'autonomisation des femmes dans un pays

qui continue de se classer parmi les derniers dans l'indice de développement humain. L'Afghanistan affiche certains des pires indicateurs sociaux concernant les femmes et les enfants – qui représentent plus de la moitié de la population. Le plus souvent, la moitié des sièges des CDC sont attribués à des femmes, ce qui leur donne l'occasion de participer aux prises de décisions au niveau du village et d'exprimer leurs opinions. « Le PSN a donné aux femmes une occasion unique de participer au



processus de développement à partir d'une plateforme approuvée par les pouvoirs publics. Pour la première fois, elles peuvent enfin se réunir et discuter de leurs priorités de développement dans un cadre formel, et voir leurs préoccupations être prises au sérieux », souligne Naseer Ahmad Durrani, du ministère chargé de superviser le PSN. Atif Poya, membre du CDC de la province de Daikundi, indique que les voix des femmes ont désormais plus de poids dans les débats communautaires. « Avant, les femmes n'avaient pas le droit de participer aux discussions ou au processus décisionnel », déclare-t-elle. « Dans nos réunions, les femmes participent aujourd'hui à hauteur de 40 % environ et leurs opinions sont dûment écoutées lors des prises de décisions ».



Une solide étude d'impact réalisée en 2013 pour quantifier les résultats de la deuxième phase du PSN a recensé d'importants effets positifs pour les femmes. Elle portait notamment sur l'accès aux services, aux infrastructures et aux services d'utilité publique, la prospérité économique, la gouvernance locale, les attitudes politiques et la création d'un État, et les normes sociales.

L'étude a mis en évidence la contribution du projet à l'amélioration de l'accès à l'eau potable, notamment par la réduction du temps consacré par les ménages à la collecte de l'eau et par l'utilisation accrue de sources d'eau protégées et de l'électricité. Elle a révélé

un accès accru des femmes aux services d'éducation, de soins de santé et de conseil, ainsi qu'une fréquentation plus importante de l'école et une meilleure qualité de l'apprentissage pour les filles. L'évaluation a aussi montré que le programme semblait avoir amélioré la perception des villageois à l'égard de leur prospérité économique. Les femmes étaient notamment plus susceptibles d'avoir une perception économique positive à long terme, ce qui atteste du progrès des femmes sur le plan

économique, institutionnel et social, du fait de leur participation au PSN. L'évaluation a montré que les élections au CDC semblaient avoir amélioré la satisfaction des villageois à l'égard des services locaux de gouvernance, accru la fourniture de ces services aux femmes et augmenté le pourcentage de femmes membres des assemblées locales. L'étude conclut que le PSN « contribue à créer une structure pérenne de représentation des femmes qui survit à l'achèvement des projets ».

Développement local guidé par la demande en Haïti

Projet de développement communautaire participatif en milieu urbain (PRODEPUR) : 2008–

OBSTACLES

La criminalité et la violence entravent considérablement le développement d'Haïti. Dans ce pays, les quartiers urbains pauvres sont à la fois victimes et causes de conflits explosifs associant des facteurs de risque démographiques, socioéconomiques, institutionnels et politiques. Des bandes armées utilisent les grandes zones urbaines défavorisées du pays – en particulier celles de la capitale, Port-au-Prince – comme base pour effectuer des enlèvements et entreprendre d'autres activités criminelles. Les agissements néfastes de ces groupes se sont étendus à travers la capitale et au-delà, entraînant des pertes dommageables pour le bien-être des populations et l'activité économique, et alimentant des taux élevés de crimes violents. Dans les zones urbaines défavorisées de Port-au-Prince en particulier, la violence et l'insécurité ont affaibli le processus politique national, alimenté des conflits, entravé l'activité économique, imposé des coûts aux populations et aux entreprises, accru la migration vers l'étranger et affecté de façon préjudiciable les efforts de

développement et de reconstruction engagés après le séisme de 2010.

Dans une certaine mesure, en raison de ces crimes et violences, les conditions de vie dans les quartiers de Cité Soleil, Bel Air, Martissant, et d'autres quartiers pauvres et en proie à la violence des villes haïtiennes se classent parmi les pires des Amériques. Sur fond de chômage élevé et d'extrême pauvreté, la malnutrition est prédominante parmi les habitants. Dans ces bidonvilles, l'accès limité à l'eau potable et à

l'assainissement et l'absence de collecte des déchets solides constituent une menace pour la santé et l'environnement des individus qui y résident. Les services ou établissements publics sont peu nombreux et les institutions nationales commencent seulement à s'y installer, y compris les autorités en charge de l'application des lois.

APPROCHE

L'objectif visé en optant pour l'approche CDD, qui confère aux groupes communautaires la maîtrise des décisions de planification et des ressources investies dans les projets de développement local,



est de contribuer à atténuer les conflits et la violence en Haïti. Ce choix vise aussi à promouvoir la stabilisation des bidonvilles ciblés en améliorant rapidement l'accès aux services de base et la création d'activités génératrices de revenus pour les communautés bénéficiaires. L'IDA a engagé 53,2 millions de dollars dans le Projet de développement communautaire participatif en milieu urbain (PRODEPUR) en Haïti.

Le PRODEPUR a été mis en œuvre dans 10 « zones prioritaires » sur 17 identifiées par les pouvoirs publics dans cinq municipalités. Les autorités ont axé ces interventions sur les zones prioritaires afin de renforcer la stabilité politique en rétablissant les services de base et en apportant des améliorations concrètes aux habitants de ces quartiers particulièrement instables où le niveau de violence et de criminalité était élevé. Dans le cadre d'un processus participatif, des organisations communautaires ont proposé, sélectionné, mis en œuvre et pérennisé des sous-projets visant à améliorer l'accès aux services sociaux et de base. Le projet a aussi instauré une méthode de démarcation flexible et participative pour identifier des zones d'intervention, en l'absence quasi-totale de délimitation officielle.

RÉSULTATS

Le PRODEPUR a contribué à améliorer les conditions de vie de plus de 270 000 personnes (février 2015) en aidant les initiatives communautaires existantes à élargir l'accès aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement. Le programme a aussi contribué à améliorer les quartiers en construisant des espaces publics et en réhabilitant les routes et les voies de communication, reliant ainsi les habitants aux centres de santé, aux écoles et à d'autres services situés dans des communautés voisines.

Dans le cadre du projet, 493 sous-projets ont été mis en œuvre dans des zones ciblées de Port-au-Prince et de trois autres villes. Suite au séisme de janvier 2010 et grâce à des financements supplémentaires, le projet a immédiatement donné la priorité à des sous-projets conçus pour répondre aux besoins de relèvement post-catastrophe des communautés ciblées. Il s'est notamment agi de sous-projets « travail contre rémunération » axés sur le déblaiement des décombres dans les espaces publics et le nettoyage des canaux de drainage locaux. Ces activités ont fourni des emplois temporaires à plus de 5 000 personnes dans les quartiers de Bel Air, Cité Soleil, Delmas et Martissant. Des dotations supplémentaires ont servi à financer une nouvelle composante de réparation et de reconstruction de logements

pour réhabiliter l'ensemble des communautés, y compris des infrastructures et des services de base qui ont profité à environ 24 800 foyers urbains.

Le PRODEPUR a également soutenu de petits sous-projets d'infrastructure et de production/générateurs de revenus. La **Force d'entraide nationale pour le développement (FENAD)**, une petite usine de production de briques, est l'un des sous-projets achevés à avoir été financé par le PRODEPUR. Lorsque la FENAD a décidé de commencer ses activités en 2010, elle manquait de ressources financières et techniques. Repérée par le PRODEPUR en 2012 comme sous-projet prometteur à soutenir, la FENAD a apporté plus de 10 % des fonds propres nécessaires et reçu 20 000 dollars de financements. Grâce à la formation technique et administrative fournie par le programme, les travailleurs et les cadres ont amélioré les produits et la gestion de l'entreprise.

En 2015, la FENAD avait augmenté ses effectifs et employait 40 travailleurs communautaires et 50 travailleurs indirects, vendait 1 500 briques par jour et enregistrait un bénéfice mensuel pouvant atteindre 150 000 gourdes haïtiennes (3 200 dollars environ). Ces chiffres illustrent bien le succès d'une entreprise qui a démarré avec 10 travailleurs et ne vendait pas plus de 150 briques par jour. Aujourd'hui, outre le fait d'être autonome, la FENAD a aussi fait l'acquisition de son propre terrain. « Nous avons travaillé dur et nous avons payé un million de

gourdes (21 000 dollars environ) grâce aux bénéficiaires que nous avons réalisés », déclare fièrement Chevelin Nicolas, directeur de la FENAD.

ÉTUDE DE CAS - PROJET 3

Développement local et communautaire inclusif en RDP lao

Fonds pour la réduction de la pauvreté II : 2011 –

OBSTACLES

En dépit d'une croissance économique rapide au cours des dernières décennies, la pauvreté demeure élevée en République démocratique populaire (RDP) lao, en particulier dans les zones rurales et parmi les groupes ethniques minoritaires. Le débat national sur le développement porte principalement sur des problèmes d'inclusion sociale et d'efficacité de la fourniture des services.

De nombreux Laotiens qui avaient récemment réussi à échapper à la pauvreté sont retombés sous le seuil national de pauvreté du fait de chocs économiques ou climatiques. Des écarts considérables subsistent au niveau des taux de pauvreté entre les différentes régions géographiques et les 49 groupes ethniques différents du pays.

Du fait de l'absence d'infrastructures de base, il est plus difficile pour les communautés pauvres d'échapper à leur sort. Il est par exemple difficile pour les enfants de bénéficier d'une éducation s'il n'existe pas d'école dans le village ou pas de route pour se rendre à l'école la plus proche. Il est également plus compliqué pour les villageois de garder leurs enfants en bonne santé en l'absence de poste de santé de proximité ou d'approvisionnement en eau potable. Actuellement, 19 % environ de la population laotienne souffre de **sous-nutrition** et 44 % des enfants de moins de cinq ans sont affectés par des retards de croissance.

APPROCHE

Le Fonds pour la réduction de la pauvreté (FRP) a été créé en 2002 pour améliorer l'accès des communautés pauvres ciblées par le projet aux infrastructures et services de base, et promouvoir leur utilisation. Cet objectif sera atteint grâce à des processus de développement local et communautaire, au financement d'infrastructures économiques et sociales de base, et à leur pérennisation.

La deuxième phase du projet (FRP II) a débuté en 2011 avec un financement de 36,6 millions de dollars de l'IDA. Le FRP II soutient les efforts actuels du Gouvernement de la RDP lao pour réduire la pauvreté en finançant des infrastructures communautaires, en renforçant les capacités locales et en consolidant les capacités des institutions locales à recourir à des processus décisionnels participatifs pour la programmation et la gestion des ressources affectées au développement. Quelque 70 % des bénéficiaires du FRP II sont des minorités ethniques. À l'instar d'autres projets de CDD, le FRP II fournit des dotations globales destinées à des infrastructures publiques tertiaires de petite taille identifiées par les villageois bénéficiaires eux-mêmes. Il renforce et améliore parallèlement les processus qui permettent aux membres des communautés et aux responsables publics locaux d'identifier les besoins et d'y répondre de façon transparente et responsable.

RÉSULTATS

En septembre 2016, plus de 1 900 sous-projets avaient été mis en œuvre au titre du RFP II, et 650 000 personnes environ en avaient bénéficié dans des zones rurales du Laos, soit 10 % de la population nationale.

Plus de 90 % des sous-projets engagés depuis plus de quatre ans fonctionnent toujours bien ou de façon acceptable, et les investissements du FRP présentent globalement un rapport coût-efficacité égal ou supérieur à celui d'investissements similaires financés par d'autres sources.

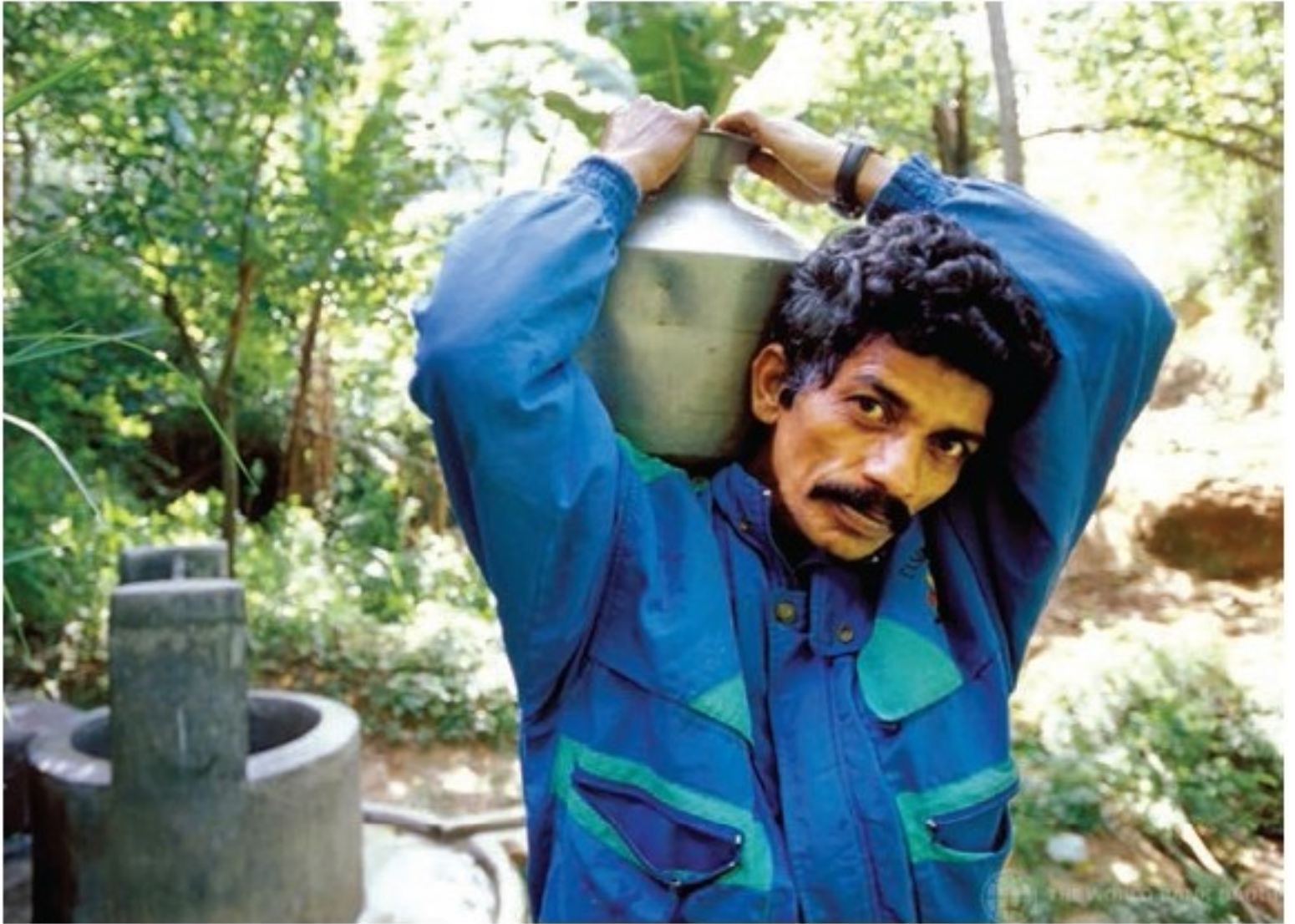
Une évaluation d'impact randomisée basée sur des méthodes quantitatives et qualitatives et portant sur environ 4 400 ménages répartis dans quatre provinces où intervient le projet a été réalisée sur les résultats du projet en termes d'accès aux services et de perception de la participation et de la gouvernance par les communautés. L'enquête finale réalisée en 2015 a révélé des résultats significatifs au niveau des villages couverts par le projet (par opposition aux villages témoins). Ces résultats concernent notamment : une réduction de 25 à 50 % du temps nécessaire (selon la saison) pour accéder au village le plus proche, une augmentation de près de 6 % de l'accès des ménages à des sources d'eau protégées durant la saison sèche, une meilleure perception de la qualité de la construction des écoles, et une amélioration de plus de 9 % de la perception selon laquelle les communautés visées par le FRP influent sur les décisions prises par les villages.



Bon nombre de ces résultats étaient particulièrement élevés pour les 40 % des ménages les plus pauvres dans les zones couvertes par le projet.

En juillet 2016, un financement supplémentaire de 30 millions de dollars a été engagé pour répondre à la demande du Gouvernement de la RDP lao de financer la troisième phase du FRP. Ce financement

permettra au FRP de transposer à grande échelle certains des résultats des phases antérieures du projet. Durant la nouvelle phase, les bénéficiaires du projet seront principalement des groupes ethniques minoritaires pauvres vivant dans des zones montagneuses éloignées qui ont un accès limité aux infrastructures.



■ I TA.K(HHG A. CQ1.111u11TV A,00Q0ACw TO Otvt1.001.1t11T



